

BREVES D'EUROPE

N°19



Septembre 2012

Je le répète de Brèves en Brèves : l'Europe doit relever trois défis. Surmonter la crise des dettes souveraines et bancaires, retrouver une croissance forte et durable, améliorer la gouvernance de l'UE. Sur le premier point, des pas importants ont été accomplis.

En quantité illimitée!

Le jeudi 6 septembre, Mario Draghi a annoncé que la BCE viendrait désormais au secours des Etats en difficulté, en rachetant leurs obligations publiques, en "quantité illimitée".

La BCE peut le faire, puisque c'est elle qui fait marcher la "planche à euros", comme la FED fait marcher la planche

à dollars et la Banque centrale chinoise, celle des yuans.

Jusqu'à présent, elle se l'interdisait au nom de l'article 123¹ du Traité européen qui exclut que la BCE se porte au secours d'un Etat surendetté. La zone euro était la seule grande entité économique et monétaire au monde privée d'un organisme prêteur en dernier ressort.

¹ Article 123 : « Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédits aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres. L'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. ».

Mario Draghi s'est assis sur cet article calamiteux du TFUE. La BCE s'est portée garante des dettes espagnoles et italiennes, afin que ces deux pays puissent à nouveau emprunter sur les marchés financiers à des taux modérés.

16 contre 1

Mario Draghi a réussi à rallier à cette position seize gouverneurs de banques centrales européennes sur 17. Jens Weidmann, nouveau président de la Bundesbank, s'est trouvé totalement isolé. Même son compatriote Aspen Rasmussen a suivi le président de la BCE tout comme les alliés traditionnels de l'Allemagne (Finlande, Pays-Bas, Autriche, Suède,...).

Compromis

Pour parvenir à ce résultat, l'habile Mario a négocié un compromis:

- la maturité des titres rachetés par la BCE ne doit pas excéder trois ans.
- les pays qui souhaitent bénéficier des rachats de la BCE doivent en faire la demande et accepter les conditions économiques liées aux interventions du Mécanisme européen de stabilité (MES) : retour progressif à l'équilibre budgétaire et à la "compétitivité..."

Les rachats de dettes souveraines sur le second marché ne devront pas se traduire par une augmentation de la masse monétaire : ils seront "stérilisés", c'est-à-dire que la BCE devra revendre des obligations privées qu'elle détient pour un montant égal au rachat d'obligations publiques qu'elle aura acquises.

Ces conditions ne neutralisent pas l'acquis principal du coup de force de Mario Draghi : il y a désormais un prêteur en dernier recours dans la zone

euro, capable de défendre les Etats en difficulté contre la spéculation et leur assurer des taux d'intérêt modérés sur les marchés financiers. La BCE a élargi ses missions et s'est rapprochée du statut d'une Banque centrale complète.

La Cour dit oui au MES

L'autre bonne nouvelle, c'est le rejet, le 12 septembre, par la Cour constitutionnelle allemande, des diverses plaintes déposées devant elle contre le Mécanisme européen de Stabilité (MES).

Celui-ci va donc voir le jour, avant la fin de l'année, et sera doté d'une capacité de prêt de 850 milliards d'euros. Il pourra recapitaliser directement les banques en difficulté, sans passer par leurs Etats, moyennant la supervision de la BCE.

Union bancaire

Une supervision européenne des banques va être instituée, en effet, **sous la responsabilité de la BCE.**

Selon les propositions de la Commission, elle s'appliquera, -une fois adoptée-, dès janvier 2013, aux "banques à problèmes", puis aux "banques dites systémiques", (celles qui sont "trop grosses pour couler"); enfin dès 2014, aux 6000 banques européennes.

L'Union bancaire européenne sera complétée par un "fonds de défaisance", abondé par les établissements bancaires, afin que ce ne soient plus les contribuables qui aient à renflouer les banques en faillite. Et par un fonds de garantie des dépôts des épargnants, en vue d'éviter les paniques bancaires ("*Bank run*").

Cap sur la croissance !

Si des avancées significatives ont été effectuées sur le front de la stabilité financière et bancaire, tout reste à faire, en revanche, en matière de croissance.

La synchronisation des politiques d'austérité dans la plupart des pays européens, enfonce l'Europe dans la récession. Les 120 milliards du Pacte de croissance, retenus par le sommet européen des 28 et 29 juin 2012, ne sont pas à la hauteur des besoins. Il faut les augmenter d'urgence avec des ressources européennes propres : produits de la taxe sur les transactions financières, obligations européennes dédiées à des projets (*EuroprojectBonds*), taxe carbone aux frontières, apports du budget européen (1000 milliards d'euros sur 7 ans).

Il faut rallonger les délais du retour à l'équilibre budgétaire (afin que le patient ne meure pas guéri). La Commission y consent déjà pour le Portugal, l'Espagne, la Grèce.; formuler les objectifs en terme de "déficit structurel" (déductions faites des fluctuations conjoncturelles), et non en "déficit courant", comme c'est aujourd'hui le cas; ne pas inclure dans le calcul de ce déficit les dépenses d'investissement productifs : s'endetter pour financer l'achèvement du RER en Ile-de-France, ou la mise au point de la voiture électrique, ce n'est pas la même chose que de s'endetter pour financer le train de vie de l'Etat.

Renforcer la puissance des lances à incendie, élever des pare-feux, c'est bien. Mais on ne parviendra à éteindre le sinistre que par un retour à la croissance.

Le PSE en Congrès

La réponse socialiste à la crise est la relance de la croissance économique par l'investissement. Trois révolutions technologiques sont simultanément en cours : celles du numérique (Internet), des énergies renouvelables, des biotechnologies. Leur combinaison va changer de fond en comble les façons de produire et de consommer, d'apprendre, de vivre en société.

L'Europe doit se tenir à la pointe de cette nouvelle révolution industrielle, comme elle a été à la tête des précédentes. Là est son salut, non dans la paupérisation et la précarisation de ses salariés. Pour y parvenir, il faut investir. Face à la crise la plus grave que le monde ait connue depuis 1929, le PSE propose un keynésianisme écologique et continental. Au Parlement de Strasbourg, les députés socialistes s'efforcent de traduire ce projet dans les faits.

La "feuille de route" de Van Rompuy

Suite à son document de juin dernier "Vers une véritable Union économique et monétaire", qui en traçait les grandes lignes, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, proposera en décembre 2012, au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, une "feuille de route spécifique". Ce rapport sera rédigé en collaboration étroite avec le président de la Commission, José Manuel Barroso; le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker; et le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. Les quatre présidents livreront leur conception du "saut

institutionnel" que le progrès de la solidarité et de la coopération entre les Etats membres de l'Union rend nécessaire et proposeront des échéances précises pour la réalisation d'une véritable Union économique et monétaire.

De son côté Angela Merkel avance ses propres propositions pour une Europe fédérale.

La dialectique "Intégration - Solidarité"

Les socialistes doivent apporter leurs propres réponses à l'amélioration de la gouvernance de l'Union européenne. François Hollande a affirmé que tout progrès de la solidarité entre Etats membres de l'UE devait s'accompagner d'un progrès de l'intégration politique européenne, et réciproquement. Il s'est prononcé pour une "Intégration solidaire et démocratique" par opposition à l'intégration austéritaire et punitive que proposent les conservateurs allemands. A nous de préciser l'architecture institutionnelle qui correspond à cette conception.

Et le TSCG ?

Le "Traité budgétaire" a été approuvé par 25 Etats membres de l'UE sur 27 et ratifié par 13 d'entre eux. Angela Merkel le considère déjà comme insuffisant : elle propose un nouveau Traité européen en 2013, conférant à l'Autorité européenne des pouvoirs beaucoup plus contraignants.

Face à l'intransigeance la Chancelière et de ses alliés, la renégociation entreprise par François Hollande s'est donc portée sur le contexte, à défaut de pouvoir modifier le texte du traité,

approuvé par une large majorité de nos partenaires (tous en réalité, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la Tchéquie).

L'important c'est de réorienter

En contrepartie d'une ratification du TSCG par le Parlement français, François Hollande a obtenu le Pacte de croissance de 120 milliards d'euros (240, en réalité, avec les effets de levier); l'Union bancaire européenne, en vue d'assurer la stabilité; la taxe sur les transactions financières et les *EuroprojectsBonds* pour financer les grands programmes d'investissement. Surtout, à son instigation, l'idée que sans retour à une croissance forte et durable rien ne sera possible en Europe, a fait son chemin.

Après celui de la stabilité, l'Autorité européenne va s'attaquer au dossier de la croissance. Nous ne négligerons aucun effort pour qu'elle le fasse au plus vite et énergiquement.

Les acquis du sommet des 28 et 29 juin ne sont que des premiers pas. Le combat pour réorienter et relancer l'Europe continue. Le PSE et les socialistes français au pouvoir en sont le fer de lance.



<http://www.henriweber.eu>
<http://www.henri-weber.fr>

Parlement européen - ASP 14G242
60, rue Wiertz - B-1047 Bruxelles
Tél : +32 (0)2 284 57 88 Fax : +32 (0)2 284 97 88
Courriel : henri.weber@europarl.europa.eu